

Election présidentielle : lettre au candidat inconnu

Author : Eric Dumaître

Categories : [Politique](#)

Date : 16 février 2017

LETTRE : La campagne présidentielle pour l'élection d'avril et mai 2017 bat son plein, moins sur le fond que sur des affaires juridiques, des luttes partisans et des coups médiatiques. Pendant ce temps-là, débat-on de la question du rôle que l'on attend du prochain président de la République ? Est-il le sauveur qui rendra confiance voire bonheur aux Français ? Est-il le magicien de la relance d'un pays en crise ? Est-il le garant des institutions ? Ce sont ces questions qu'adresse un professeur de philosophie, Eric Dumaître, à un candidat... inconnu, mais qui serait le sien.

Monsieur, vous êtes mon candidat.

Vous attachez de l'importance à ce qui me paraît important. Même si je ne suis pas toujours de votre avis, vos jugements m'apparaissent souvent, à la réflexion, mieux fondés que je ne pensais d'abord, et il m'est arrivé, vous écoutant, de prendre conscience grâce à vous de mes partis pris. Vous avez l'art de trouver les mots qui disent les choses, et le tact de vous refuser les effets faciles. Vous ne faites pas étalage de vos vertus. Enfin je crois deviner, derrière votre personnage public, une personne indépendante, sensible et sérieuse. Si je votais, c'est à vous que j'accorderais ma confiance.

Mais quitte à voter pour des présidentielles, j'aimerais autant élire un président. Or sur ce point, tout comme vos adversaires, vous êtes loin du compte. On dit que vous avez l'expérience des affaires. On dit aussi que vous savez vous attacher des conseillers compétents, scrupuleux et inventifs. Il paraît même que vous les écoutez, et pas seulement pour qu'ils vous soufflent quelque formule à redire. Vos programmes sont profus, vos préconisations justifiées par des dossiers et des rapports détaillés. S'il s'agissait de nommer un Premier ministre, aucun doute, vous feriez l'affaire.

Mais vous visez plus haut. De l'avenir, du monde et de la France, votre vision est panoramique et profonde : vous voyez loin, vous voyez large. Vous rêvez de bâtir des ponts, de tracer des voies, d'ouvrir des portes, d'abattre des murs... Vous dessinez des lendemains qui en valent la peine.

Est-ce bien votre rôle ? N'est-ce pas plutôt à la représentation nationale qu'il revient de déterminer souverainement ce que la nation veut être ? De poser nos valeurs et nos principes ? De dire ce qui fera loi demain ? Si encore vous pouviez espérer une majorité parlementaire dévouée ! Mais cela, aucun des candidats actuellement en course ne peut raisonnablement se le promettre.

Parvenu à la magistrature suprême, il vous faudra laisser gouverner un chef de gouvernement issu d'une majorité qui, pouvant se passer de vous, ne vous suivra pas sur tout.

Ni chef de gouvernement, ni représentant du Peuple, que vous reste-t-il donc ? Il vous reste l'essentiel, ce pour quoi tout un peuple s'apprête à voter : peut-être ferons-nous de vous le garant des institutions —de ce qui d'une population, précisément, fait un peuple, en permettant à quelques dizaines de millions d'individus de combiner aussi intelligemment que possible leurs ressources, afin d'agir collectivement.

C'est tout simple, et c'est énorme : vous aurez à garantir l'existence d'une puissance publique capable d'intervenir sur son environnement, de dévier le cours des événements et de contribuer à l'ordre du monde. Vous aurez à veiller que ses dépositaires examinent les affaires avec diligence et impartialité ; que de la diversité des sensibilités et des partis émergent des résolutions partagées ; qu'enfin les détenteurs de la force publique, en application de ces dernières, agissent efficacement. Vous aurez en somme à maintenir l'État en état de marche.

Voyez-vous, j'aimerais être, au moins une fois dans ma vie, politiquement heureux. Non que je sois personnellement à plaindre ; mais il me semble que je serais plus fraternel envers mes concitoyens, et un peu moins maussade, si j'avais le sentiment que par mon activité quotidienne et par l'impôt que je paie chaque année, je contribue significativement avec mes concitoyens à la réussite d'entreprises dont j'aie lieu d'être fier. Je veux bien payer des impôts, mais à condition que ce ne soit pas seulement pour régler les dépenses courantes. Assujetti à la loi, je veux bien que ma liberté individuelle ne soit pas tout ce qu'elle rêverait d'être —mais à condition qu'en retour notre liberté commune s'accroisse.

Ecoutez donc les français. Regardez les vivre. Surtout, sentez les vibrer. Au travail, lors de nos réunions ou de nos fêtes, dans les théâtres, dans les stades, dans nos manifestations et dans nos associations, dans la vie —qu'est-ce qui est susceptible de nous enthousiasmer, sinon le spectacle de l'intelligence collective à l'oeuvre ? Car nous ne sommes individualistes que jusqu'à un certain point : bien sûr, comme tout le monde, nous apprécions les virtuoses, les débrouillards ou les francs-tireurs... Mais rien de tel qu'un bon jeu d'équipe, n'est-ce pas ? Des échanges sans malentendu ni mauvaise passe, un meneur de jeu qui voit tout, des défenseurs qui interviennent comme un seul homme, des attaquants imprévisibles servis par toute l'équipe. Tous nos jeux, tous nos films racontent le même enchantement.

Vous me direz que je m'égare : ne devons-nous pas parler de politique ? Je vous dirai que vous dormez : écoutez les conversations ! Quand nos troupes ramènent la paix au Mali ou en Centre-Afrique ; quand un de nos ministres des Affaires étrangères retarde et parvient presque à empêcher une guerre désastreuse ; quand à Paris on réussit à faire s'entendre les représentants de plus de cent cinquante pays soucieux de l'avenir de notre planète ; quand nous envoyons des médecins et des sauveteurs aux quatre coins du monde ; quand l'école française de mathématique repère et forme des médaillés Fields ; quand les pays d'Europe, et parmi eux la

France au premier chef, prennent part à l'exploration spatiale ; quand nous affrontons honorablement les difficultés, celles des autres peuples aussi bien que les nôtres — on n'est pas mécontent, en France, d'être français.

Du reste, je ne vous apprends rien. N'êtes-vous pas en campagne ? Vos meetings, vos discours, vos affiches et vos réseaux, à quoi bon ? si ce n'est à créer de toutes pièces le sentiment d'un vaste mouvement collectif travaillant à la conquête du pouvoir. Si vos militants sont enthousiastes, vous et votre programme n'en êtes pas seuls la cause : c'est plus probablement qu'ils sont fiers de ce qu'ils font et qu'ils ont bon espoir de l'emporter. Le bonheur politique du citoyen est du même ordre — agitation et passions partisans en moins.

Mais il faut avouer que ce n'est pas tous les jours fête nationale... J'ai honte de constater qu'en aucun autre pays de l'OCDE l'autorité judiciaire n'est aussi mal financée qu'en France. D'entendre parler de juges surchargés de dossiers, traitant les affaires comme ils peuvent, c'est à dire à la hâte, et de verdicts qu'il faut attendre des années.

Honte quand je vois la misère de notre parlement, qui en est réduit à enregistrer les projets gouvernementaux, qui se montre impuissant à enquêter et à débattre sérieusement, à évaluer lui-même les effets de ses propres lois, à contrôler l'activité des ministères, à prendre des initiatives ambitieuses et réalistes.

Si les institutions de la République faisaient ce qu'elle sont supposées faire, peut-être nos concitoyens seraient-ils moins amèrement soupçonneux à l'égard de ceux qui manient les fonds publics. Peut-être se soucieraient-ils moins de leur identité ou de leurs origines, s'ils pouvaient s'enorgueillir de ce qui se fait en leur nom. Peut-être enfin ceux d'entre nous qui ne voient plus de raison de voter seraient-ils moins nombreux. Qu'on nous garantisse des tribunaux examinant sérieusement les affaires des particuliers, et des représentants du peuple examinant sérieusement les affaires publiques —est-ce vraiment trop demander ?

Comment comptez-vous rétablir l'autorité judiciaire dans sa dignité, c'est à dire lui garantir des conditions raisonnables d'exercice ? Et comment ferez-vous en sorte que les représentants du peuple délibèrent et décident effectivement ?

Parmi nos institutions nationales, j'allais oublier les plus indispensables aujourd'hui et, hélas ! les moins bien portantes. La France a lié son destin, par le Traité d'Union, à celui de 27 pays d'Europe. Notre constitution nous prescrit de placer les traités au-dessus de nos lois. C'est donc, me semble-t-il, des institutions européennes que le président de la République doit en premier lieu être le garant : il doit s'assurer de l'effectivité de la capacité d'action qu'elles sont supposées conférer aux États membres réunis.

Or tandis que la solution des problèmes les plus graves et les plus urgents d'aujourd'hui et du prochain demi-siècle, ne pourrait être mise en oeuvre que par la mobilisation en commun des

ressources de tous les États de l'Union —accueil des immigrants, régulation du capital, protection de la production européenne— dans le même temps l'Union se révèle structurellement incapable de rien décider.

Si vous étiez président, quelle démarche entreprendriez-vous donc auprès de nos partenaires dans le but de réformer les institutions européennes ? Avec quels partenaires ? Avec tous ? Quelques-uns ? Que leur proposerez-vous : quelle réforme, quels accords, quelle redéfinition ? Et quelles bonnes raisons avez-vous d'espérer les convaincre ?

Mon vote se décidera, Monsieur, en fonction de ce que vous-mêmes et vos adversaires répondront à ces questions et à quelques autres du même ordre. A vous de parler, maintenant. Si vous êtes élu, tout cela dépendra de vous seul, et il ne tiendra qu'à vous de tenir votre unique promesse.

Salut et fraternité.